



HAL
open science

Des processus de changement aux nouveaux liens sociaux

Fathallah Daghami

► **To cite this version:**

Fathallah Daghami. Des processus de changement aux nouveaux liens sociaux. Revue française des sciences de l'information et de la communication, 2015, 6, 10.4000/rfsic.1366 . halshs-02511114

HAL Id: halshs-02511114

<https://shs.hal.science/halshs-02511114>

Submitted on 28 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des processus de changement aux nouveaux liens sociaux

Fathallah Daghmi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfsic/1366>

DOI : 10.4000/rfsic.1366

ISSN : 2263-0856

Éditeur

Société Française de Sciences de l'Information et de la Communication

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

Référence électronique

Fathallah Daghmi, « Des processus de changement aux nouveaux liens sociaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 6 | 2015, mis en ligne le 23 janvier 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfsic/1366> ; DOI : 10.4000/rfsic.1366

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.



Les contenus de la *Revue française des sciences de l'information et de la communication* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Des processus de changement aux nouveaux liens sociaux

Fathallah Daghami

- 1 Dans les pays dits démocratiques les citoyens disposent de structures favorisant la participation au débat public, la confrontation d'idées et l'expression d'opposition. À l'opposé, la gouvernance dans le monde arabe ne favorise guère la création de structure de concertation publique. Les médias officiels sont généralement caractérisés par une sorte de fermeture à l'expression citoyenne. Dès lors, les citoyens arabes cherchent des alternatives à l'aide des Technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de garantir des espaces participatifs ou délibératifs en dehors des circuits habituellement tolérés par les régimes en place.
- 2 Lors des soulèvements arabes, des mouvements de mobilisation ont vu le jour dans différents pays symbolisés par la ville de Sidi Bouzid en Tunisie, la place Tahrir en Égypte, le mouvement du 20 février 2011 au Maroc, la contestation populaire en Algérie, etc. Ces mouvements mettent en scène des actions organisées et impulsées par des collectifs ou des militants de longue date. Dans l'exemple tunisien, Zouha Dahmen-Jarrin montre comment un noyau syndicaliste, présent sur le terrain bien avant l'immolation par le feu de Bouazizi, cherchait à canaliser la colère populaire dans la région grâce « à un travail de terrain avec la population conjugué à des pratiques régulières des techniques de l'information et de la communication » (Dahmen-Jarrin, 2013, 58).
- 3 Il s'agit néanmoins dans cette contribution de penser un autre type d'engagement émanant des citoyens « ordinaires » et non adhérents aux organisations classiques comme les partis politiques, les syndicats les associations, etc. Ces citoyens, principalement jeunes, ont en effet développé une conscience de l'engagement de manière concomitante aux soulèvements arabes et ont cherché à participer de manière plus ou moins active aux différents événements liés à l'actualité de leurs pays (Merah, Boudahan, 2012). Il s'agit, dans cette contribution, de penser l'action de ces derniers et de comprendre les modalités d'engagements qui sortent du cadre habituel des structures artisanes. Nous proposons de penser les nouvelles formes d'engagement citoyen en

présence sur les TIC¹. Quelles sont les modalités d'exercice de la liberté d'expression et d'engagement citoyen observées lors des soulèvements arabes ? De quelle manière la singularité de la trajectoire politique, historique, sociale, démographique du monde arabe ne peut-elle justifier qu'en partie de tels usages qui pourraient *in fine* ressembler aux pratiques citoyennes dans d'autres régions du monde ?

Nouvelles formes d'engagement et de participation

- 4 Les études empiriques sur les usages dans le monde arabe en période d'instabilité politique, sociale et économique révèlent une certaine constance quant à l'engagement citoyen². Malgré les divergences liées aux contextes historiques, politiques, sociales, démographique, les citoyens de cette région du monde ont montré leur implication dans le processus de changement aussi bien sur le terrain que dans la sphère virtuelle. Cette implication, faut-il le rappeler, s'est manifestée également en dehors du cadre habituel lié entre autres aux procédures électorales et aux structures partisans. Comme dans d'autres régions du monde, le cadre de la participation citoyenne a largement évolué dans le sens d'une ouverture sur de nouvelles formes d'engagement visant à garantir une participation active des citoyens dans les décisions publiques. Ces démarches se manifestent généralement par le choix de prendre part aux débats publics à travers des outils liés aux démarches citoyennes, à la démocratie participative, au débat public (Duran, Truong, 2013). Dans les régimes dits démocratiques, les politiques publiques peuvent elles-mêmes encourager cette participation par la voie de consultations censées donner aux citoyens une sorte de pouvoir d'agir sur l'action publique.

Une participation en creux

- 5 Le chemin vers l'instauration des structures démocratiques passe entre autres par l'apprentissage d'une culture démocratique fondé sur la mise en circulation de l'information, le débat d'idées et la transparence. Les TIC permettent ainsi de favoriser la création d'espaces alternatifs permettant du moins l'échange des informations et le contournement de la fermeture imposée par les médias dominants et proches du pouvoir. Elles permettent ainsi de meilleurs bénéfices aux usagers peu enclins à l'organisation classique caractérisée par la hiérarchisation et la stabilité des structures (Cardon, Granjon, 2010). Les TIC ne fonctionnent-elles pas grâce à des dispositifs favorisant une certaine horizontalité sur l'organisation verticale ?
- 6 L'appropriation des TIC par les citoyens dans leur démarche de mise en circulation de l'information, d'expression d'une opinion ou de défense d'une cause est porteuse de diverses caractéristiques. En effet, les modalités d'engagement sur les TIC montrent une évolution de la nature de la participation et d'action citoyenne. Les réseaux sociaux numériques (RSN) et les téléphones portables symbolisent cette tendance qui révèle un engouement certain pour les nouveaux outils de communication et les plateformes sociotechniques tel que Facebook. Contrairement à l'engagement classique, l'action citoyenne sur ces plateformes se révèle éphémère correspondant à un *militantisme* « *post-it* », *détachable et mobile* (Zlitni, Lienard, 2012) et souvent liée à un fait d'actualité aussi bien médiatique et celle des « sollicitations d'amis » (Touati, 2013). Par exemple, un citoyen peut défendre la cause d'un militant incarcéré ou d'un groupe réprimé par la violence policière pendant quelques jours avant de passer à une nouvelle cause liée à

l'actualité. Il s'agit donc là d'un engagement davantage vécu comme un devoir citoyen que comme une obligation idéologique³. Ce dernier constat rejoint l'attitude observée chez les cyberactivistes de la diaspora tunisienne qui se considèrent davantage citoyens qu'opposants politiques (Lecomte, 2009).

- 7 Globalement, l'action des citoyens ordinaires sur les TIC révèle une autre caractéristique liée aux manques de pratiques politiques et d'expérience dans le militantisme. Le dispositif technique en vigueur notamment dans les RSN engendre des degrés de participation inégaux allant d'une présence intense à la prise de parole quasi-nulle d'une majorité de la « communauté ». Cette distribution d'engagement hétérogène (Cardon et al., 2011) peut également engendrer une baisse d'intensité dans la défense des « causes » ainsi qu'une « infidélité » vis-à-vis des causes défendues. Dès lors, nous pouvons observer des démarches citoyennes de « défense » de causes diverses, et parfois contradictoires, mais également une facilité de passage d'une cause à une autre en dépit de la couleur politique ou idéologique des groupes avec lesquels on partage la conviction de défendre de la cause en question (Touati, 2013).
- 8 La baisse de l'intensité et de la durée de l'engagement révèlent en réalité le manque d'ancrage politique de ce type de participation citoyenne. En effet, le positionnement militant pour une cause ne se caractérise guère par un projet politique stable ou par une vision claire sur le moyen ou sur le long terme. Les réseaux sociaux ne favorisent-ils pas de la sorte un militantisme en creux ou « en pointillé » (Cardon, 2009) ? L'observation des modalités d'usages sur les RSN peut ainsi fournir un début de réponse. Elle révèle en réalité des logiques de fonctionnement marquées par les sollicitations d'amis, les « causes à l'ordre du jour », l'influence de l'actualité médiatique, etc., qui favorisent le passage rapide d'une cause à une autre et la diversité des causes du moment. Cette démarche militante il faut le dire est à dissocier des pratiques du militantisme observées dans les blogs ou sites Internet qui reste un acte volontaire et assujéti à une connaissance politique et une prédisposition idéologique (Zlitni, Liénard, 2012, 202).
- 9 L'observation de l'histoire des mouvements sociaux révèle des traits caractéristiques davantage liés à l'évolution des mouvements dans le sens de la médiatisation qu'à la seule nature des outils médiatiques en présence. De la sorte, le manque d'ancrage politique des « engagés » sur les RSN rappelle le militantisme de certains mouvements citoyens des années 1960 comme celui de SDS (*Students for a Democratic Society*)⁴ étudié par Ted Gitlin (Neveu, 1999). Dans son expansion, ce mouvement a pu attirer de nouveaux adhérents peu politisés, maîtrisant faiblement un discours élaboré et fortement animés par la volonté confrontation avec l'autorité ou le pouvoir en place. En seulement un an et demi de médiatisation de l'action du mouvement, le recrutement médiatique déséquilibre fortement la base sociale de la SDS en faveur de nouvelle génération de leaders « *télédiffuseurs freelance de symboles, plus organisateurs d'événements et agitateurs que militants ancrés dans des communautés* » (Neveu, 1999, 26).

De l'usage intensif des RSN

- 10 Si la plupart des usagers des TIC ayant pris part à la mobilisation lors des soulèvements arabes étaient des citoyens peu politisés comme le montre par exemple le cas tunisien⁵, il n'en demeure pas moins qu'ils ont joué le rôle d'un vecteur de la participation ou du moins de sensibilisation politique. La plateforme Facebook s'est mue, notamment lors des périodes d'intensité politique comme lors des élections de transition, en espace militant

par excellence (Zlitni, Liénard, 2012). Les « murs » de Facebook constituent ainsi des espaces dans lesquels s'affichent des identités politiques, culturelles ou religieuses. Les photos de profil cèdent la place aux logos de partis politiques, de drapeaux de pays en guerre ou de personnalités publiques. Aussi, les « posts » se transforment en espace d'expression d'une opinion politique annonçant par exemple une intention ou une consigne de vote, une valorisation d'une personnalité publique, une promotion d'un parti politique, etc.

- 11 Toutefois, afin de cerner les modalités d'engagement citoyen sur les RSN il est de rigueur de rappeler les pratiques les plus fréquemment observées sur ces plateformes. Ainsi, ces dispositifs sociotechniques (Proulx, 2012) donnent lieu à des usages variés permettant d'instaurer une nouvelle façon de créer du lien social. Cette « nouvelle sociabilité » (Cassili, 2010) engendrée par les TIC et le Web participatif entraînerait une « sociabilité à distance » (Flichy, 2005) avec la mise en place d'une organisation sociale virtuelle favorisant les rapports dématérialisés entre citoyens usagers.
- 12 Le premier marqueur identitaire que nous rencontrons sur les RSN concerne l'usage du code ou de la langue d'usage. Lors des soulèvements arabes, les citoyens engagés dans le processus de changement se démarquaient pour deux caractéristiques principales. La première renvoie à la constitution de communautés sociolinguistiques virtuelles marquées par un usage spécifique de la langue d'échange et par la création d'*écrilectes* formes spécifiques d'écriture sur la sphère virtuelle tels que les blogs, RSN, SMS (Laroussi, Liénard, 2013). La seconde concerne le plurilinguisme des codes d'usage mis en scène par les usagers des espaces virtuels. L'usage de l'arabe est certes fréquent mais il cohabite avec d'autres langues comme le *tifinagh* (berbère ou kabyle), le français ou encore l'anglais (Daghmi, Toumi, Amsidder, 2013). Ces langues d'usages révèlent autant l'identité plurielle des usagers arabes que leur stratégie d'information ou de propagation du mouvement à destination des publics étrangers.
- 13 Diverses études empiriques ont mis en avant l'engouement pour les plateformes sociotechniques avant, pendant et après les soulèvements arabes⁶. Dans ce sens, Facebook arrive largement en tête des RSN dénotant d'un engouement des citoyens arabes. Les statistiques concernant les comptes Facebook sont éloquentes tant la progression de l'usage de cette plateforme est fulgurante. A titre d'exemple, le nombre de compte Facebook est passé de 1,8 millions de personnes en 2010 à plus de 3 millions en 2011 et à 5 250 340 en 2013 soit 16,6 % de la population marocaine ; avec un constat similaire pour la Tunisie où on est passé de 800 000 compte en octobre 2009 à 2 millions début janvier 2011 puis à 3 436 720 en 2013⁷. Il s'agit pour tout le monde arabe d'usagers jeunes avec près de 70 % pour la tranche d'âge 18-34 ans et en majorité masculin⁸.
- 14 Les raisons de cet engouement pour les RSN sont multiples et traduisent les caractéristiques politiques, sociales, culturelles et démographiques du monde arabe. En effet, le monde arabe est composé en majorité de population jeune ouverte le plus souvent à l'usage des TIC. Les pratiques observées dans le monde arabe révèlent également, et ce, avant les soulèvements arabes, une tendance d'usage largement dominée par la recherche d'information et le divertissement (Amsidder, Daghmi, Toumi, 2012). Les RSN constituent à cet égard des plateformes favorisant le partage de photos, de musique, de vidéos, le téléchargement, etc. Pour finir, la situation politique peut fournir également une explication plausible à cet engouement. En effet, le champ médiatique arabe était marqué par la fermeture, la rétention de l'information et la censure et les RSN

plus particulièrement ont joué un rôle palliatif à la censure étatique (Ferjani, Mekki, 2011).

De la fermeture des espaces publics à la massification des usages des TIC

- 15 De manière générale, il existe moult raisons expliquant l'usage massif des TIC dans les espaces arabes. Hormis les spécificités de chaque espace et les tentatives de généralisations hasardeuses, les espaces publics dans les pays arabes étaient caractérisés par une certaine fermeture liée à la main mise de l'État sur les médias. L'arrivée de l'Internet et des autres outils de communication moderne a engendré des situations inédites où la consommation médiatique des citoyens de ces pays alternait entre offres locales et offres venues d'ailleurs. Les soulèvements arabes coïncident donc avec un foisonnement de pratiques médiatiques et une « ouverture » forcée des espaces publics arabes.

Ingrédients de l'usage massif des TIC

- 16 Observer le monde arabe avant la vague de soulèvements qui l'a secoué à partir de décembre 2010 en Tunisie révèle l'existence de particularités spécifiques à ces espaces mais également d'éléments partagées avec d'autres régions du monde. Ainsi, au-delà des particularités notables de chaque pays renvoyant des trajectoires historiques, sociales, économiques et démographiques différentes, les espaces arabes se singularisent avec une histoire marquée par une « fermeture symbolique » au sens bourdieusien dans la mesure où seuls les régimes en place maîtrisaient l'accès et le contrôle des grands médias. La principale similitude entre les pays arabes concerne les limites de la liberté d'expression inhérente aux régimes autoritaires très répandus dans le monde arabe à partir de la décolonisation dans les années 1940, 1950 et 1960. Les conséquences notables de cette politique restent le manque de liberté de publication, la censure et le manque de liberté de participation politique (Hijab, 1992).
- 17 Le corollaire de cette fermeture politique est la limite de la circulation de l'information et le retard lié aux infrastructures notamment médiatiques. Tout d'abord, l'insuffisance des compétences humaines liées à la sphère médiatiques notamment en termes de journalistes, producteurs et administrateur handicapait la majorité des pays arabes. Au niveau de l'infrastructure technique, le monde arabe était marqué par la faiblesse des infrastructures techniques au niveau du nombre de médias, de l'industrie du livre et de l'imprimerie, etc. (Hijab, 1992). Le monde arabe souffrait également de la faiblesse des habitudes de lecture de ses citoyens, de taux records d'alphabétisme, des disparités régionales, des limites des moyens et des investissements en matière d'industries culturelles conjuguées à la faiblesse de consommation des produits culturels, etc. Ces facteurs rendaient difficile le développement d'une culture de circulation de l'information, d'échange, de débat, de délibération dans les espaces publics arabes.
- 18 Dès lors, les espaces publics arabes seront en conséquence caractérisés par une forme de décalage entre les diffuseurs de l'information (l'État) et les récepteurs de ses mêmes informations (Ferjani, Mekki, 2011). Un décalage perceptible à plusieurs niveaux à commencer par le manque de confiance de la part des citoyens quant à la crédibilité des

organes étatiques, par le déphasage entre le monde vécu au quotidien et le monde décrit dans les médias, par le manque de représentativité politique, ethnique, régionale, religieuse, etc. Cette censure a sans doute régné sans partage jusqu'à la fin des 1980 discréditant ainsi les informations en circulation dans les espaces publics tout comme leur source (Hijab, 1992, 113).

- 19 À partir de la fin des années 1980 et le début des années 1990 un fait majeur va bouleverser les espaces arabes et imposer ainsi un début d'ouverture médiatique forcé. Aussi bien au Machrek qu'au Maghreb, l'arrivée des télévisions transnationales va marquer un tournant dans les usages médiatiques dans le monde arabe qui assiste non sans méfiance à l'arrivée des chaînes de télévision comme CNN (diffusion de la guerre du Golfe) au Machrek ou encore TF1 et FR2 au Maghreb. L'ère des télévisions transnationales va ouvrir une nouvelle phase d'évolution des espaces publics arabes avec l'accès de plus en plus grand aux informations venues d'ailleurs (Najjar, 1992, 101). Cette phase de coexistence de diverses sources d'information est consacrée par l'arrivée d'Al Jazira la chaîne de télévision qatari. Cette dernière va réellement bouleverser le champ médiatique arabe grâce à une offre séduisante pour les téléspectateurs arabes largement consommateurs de la télévision au détriment des autres médias. La ligne éditoriale d'Al Jazira contraste avec l'offre connue jusqu'alors dans le monde arabe : information en continu, liberté de ton, pluralité d'opinion, positionnement arabe et musulman sur l'actualité du monde, usage de la langue arabe, etc. (Khayat, 2012 ; Bendahan, 2012 ; Lamloum, 2007).
- 20 De manière concomitante, le monde arabe connaît l'arrivée de l'Internet dans un contexte de crise de représentativité et de crédibilité de l'information accentué notamment par l'ère des télévisions transnationales. Au-delà des différences politiques, démographiques, sociales, économiques et techniques inhérentes à l'idéologie de chaque État, Internet va jouer, à contre-courant des logiques de ses promoteurs, le rôle d'alternative à la censure étatique (Mattelart, 2011). Les usagers d'Internet ont fait de la toile un espace de contournement de la censure et de pratique de la liberté d'information notamment avec un usage massif des espaces dédiés à la critique de l'État ou à la discussion des affaires sociales, économiques, religieuses, etc. comme les blogs. En 2010, la plateforme blogger.com était classée 9^e site le plus populaire en Égypte en termes de recherche d'information devant les médias proches de l'État et les sites de journaux d'information (Kubler, 2011). Il faut toutefois, nuancer ce constat pour deux raisons. Internet est d'abord adopté par les usagers arabes comme un moyen de divertissement qui marque l'usage le plus fréquent de la toile. Les obstacles à l'usage d'Internet sont multiples et renvoient autant à la situation socio-économique et démographique des pays arabes : disparités régionales, analphabétisme, pauvreté ; qu'à l'infrastructure technique : coût de l'équipement, réseaux de télécommunication, difficulté d'accès (Daghmi, Toumi, 2010).
- 21 Une partie des freins au développement de l'Internet et des TIC sera résolue dans la première décennie du troisième millénaire. En effet, l'évolution technique symbolisée par l'arrivée de la 3G et de l'ADSL va permettre de dépasser le manque d'infrastructure de télécommunication et des limites des réseaux de téléphonie fixe. La généralisation de la téléphonie mobile, facilitée notamment par la baisse des coûts et l'appropriation des usages arabes, et le Web participatif jettent les bases de la constitution de réseaux de partage, d'échange et de circulation de l'information entre citoyens. Ces moyens, faut-il le signaler sont plus difficiles à contrôler et à censurer par les régimes en place (Dahmen-Jarrin, 2012, 169). Les conditions sont désormais réunies pour la création de réseaux

d'échanges, pour la publication massive des discours contestataires et la mise en place d'actions collectives susceptibles d'enclencher un mouvement large si les citoyens atteignent la maturité civique et politique nécessaire à l'engagement au-delà de l'aspect technique des outils de communication.

- 22 Nous pouvons constater que la nature même des TIC dépasse les modalités d'organisation hiérarchique fondée sur la transmission descendante des messages. Elle permet ainsi la constitution de relation efficace au sein même des groupes réfractaires à l'organisation centripète. Les TIC facilitent de la sorte la circulation horizontale favorisant ainsi les collectifs mettant en place l'organisation la moins hiérarchique (Cardon, Granjon, 2010, 82). En conséquence, nous pouvons envisager les TIC de manière générale dans leur dimension de nouvelles sphères dédiées à l'exercice de la liberté d'expression. Ce faisant, ces sphères sont susceptibles de garantir la construction d'une identité de groupe (Chambat, 2000) et les conditions d'un engagement militant ainsi que l'évolution des modalités d'engagement et d'activisme civique et politique.

De l'usage divertissant à l'engagement citoyen

- 23 Au-delà de l'exemple arabe, les dispositifs de communication dans leur portée matérielle, sociale et symbolique permettent moult points d'observation des sociétés actuelles quant aux phénomènes entrelacés et par nature complexes. Ils peuvent être envisagés sous leur dimension de création de nouveaux liens sociaux mais aussi dans leur rôle de vecteur des changements. Les dimensions symboliques, matérielles et sociales des RSN, des outils du Web participatif et des TIC de manière générale soulèvent autant d'interrogation qu'elles n'offrent de possibilités de réflexion sur l'évolution des usages et de la consommation médiatique, de l'omniprésence de la culture du divertissement (Laulan, 2013 ; Proulx, Klein, 2012) et l'appropriation des outils de communication comme levier en matière d'engagement citoyen.
- 24 Penser les TIC dans leur dimension d'aide à la mobilisation sociale et politique pendant les périodes d'instabilités politiques, économiques ou sociales a éveillé l'intérêt de plusieurs chercheurs aussi bien pour construire une assise théorique permettant de comprendre les interactions entre citoyen, médias et changement (Proulx, 2012) que pour caractériser les spécificités des mouvements actuels (Huguet, 2013 ; Touati, 2012 ; Merah, 2013, etc.). Une partie de ces recherches empiriques s'attachent à saisir la nature et la force du lien entre actions collectives d'une part et la capacité d'amplification, de coordination, de délibération et de mobilisations individuelle des citoyens à travers l'usage de leurs outils de communication.
- 25 Considérer les TIC comme des vecteurs du changement conduisant à l'émancipation politique ou sociale sous-entend une réflexion sur les pratiques et sur la culture politique des citoyens. Tout d'abord, il est question d'observer les pratiques d'appropriation et de détournement des outils de communication par les citoyens lors d'un mouvement social. Il s'agit ensuite de jauger la force de mobilisations favorisée par la capacité des citoyens à échanger des informations, par leur ancrage politique, par leur conscience civique et par leur disposition d'engagement dans des actions collectives (Daghmi, 2014). Il est enfin question d'analyser la capacité des citoyens usagers à évaluer les enjeux sociaux et politiques auxquels ils sont confrontés, à transformer tout événement, même *a priori* sans portée politique, en prétexte d'action et de mobilisation citoyennes.

- 26 Les mouvements sociaux récents, à l'instar des actions citoyennes en Turquie ou encore au Brésil en marge du Mondial 2014, peuvent surprendre par la force de leur émergence et par leur lien avec les outils de communication modernes. Les actions collectives dans les espaces virtuels et de manière concomitante sur le terrain nous poussent à nous interroger sur les liens entre TIC et conduite du changement, sur la jonction entre l'action virtuelle et l'action réelle et visible sur le terrain. Une telle réflexion nous permettrait de mieux saisir le rôle supposé puissant des TIC comme instigateur des changements et l'évolution des pratiques citoyennes quant à l'engagement et le militantisme notamment dans les RSN. L'appropriation des outils de communication numérique garantit-elle la mise en place des modalités de la conduite du changement et de l'engagement ? L'usage massif de ces outils à commencer par les RSN facilite-t-il le passage à l'action citoyenne et influence-t-il les formes et modalités de cette action ? L'évolution des modalités de l'engagement citoyen est sans doute de plus en plus admise marquant des *dynamiques d'individualisation et d'autonomisation vis-à-vis des modes institutionnalisés de la participation politique* (Duran, Truong, 2013).
- 27 Notre propos rejoint les interrogations de Serge Proulx sur le pouvoir social des médias au niveau des conditions et modalités de passage d'une mobilisation « virtuelle » à un réel engagement sur le terrain et dans la sphère publique (Proulx, 2004). Les conditions de ce passage entre les deux sphères sont multiples et renvoient à la capacité des citoyens et leur compétence dans la maîtrise de l'usage des outils numériques, à leur habilité à garantir une meilleure circulation de l'information et une efficacité de la communication dans l'espace public, leur enracinement dans la culture politique et militante classique (Proulx, 2012).
- 28 En somme, les différents travaux consacrés aux mouvements de mobilisation et soulèvements abordés dans cette contribution soulignent la consolidation des usages des TIC dans le monde. Ils révèlent l'évolution des pratiques d'engagement et de participation politiques. Les TIC peuvent ainsi être considérés comme un palliatif à la fermeture des espaces publics médiatiques. Toutefois, l'appropriation des TIC relève des représentations sociales liées aux dispositifs de communication (Merah, Boudhan, 2012). Les citoyens peuvent en effet faire le relais des discours déterministes sur les pouvoirs souvent mythologiques des TIC.
- 29 La situation d'usages médiatiques dans le monde arabe renvoie ainsi à des traits similaires partagés par d'autres espaces géographiques en ce sens où les TIC font l'objet d'appropriations multiples. Les pratiques observées sont largement dominées par le divertissement qui constitue faut-il le rappeler la dimension la plus fréquente en matière d'offres médiatiques. Il est par conséquent évident que les pratiques d'engagement sociopolitique sur les RSN et sur les TIC de manière générale restent limitées dans l'espace et dans le temps et liée aux mouvements ponctuels et à la médiatisation d'événements impliquant une grande partie de la population.

BIBLIOGRAPHIE

- Amsidder A., Daghmi F., Toumi F., (2012), *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud : Des médias classiques aux TIC*, Agadir, Université Ibn Zohr, 450 p.
- Cardon D., (2009), « Les réseaux sociaux créent des relations en pointillé », *Le Monde.fr*, 15 octobre.
- Cardon D, Crepel M., Hatt B., Pissard N., Prieur C., (2011), « Dix propriétés de la force des liens faibles », Actu-net, (<http://www.internetactu.net/2008/02/08/10-proprietes-de-la-force-des-cooperations-faible/>) consulté le 15 juin 2014.
- Daghmi F., Toumi F., Amsidder A., (dir.), (2013), *Les médias font-ils les révolutions ? Regards critiques sur les soulèvements arabes*. Paris, L'Harmattan, 206 p.
- Dahmen-Jarrin Z., (2012), « Mondialisation et culture numérique : le 'paradoxe' des nouveaux dispositifs de communication », In Amsidder, A., Daghmi, F. et Toumi, F. (dir.). *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud. Des médias classiques aux TIC*, Agadir, Université Ibn Zohr, pp. 169-178.
- Duran P., Truong F., (2013), « La participation politique : nouvelles dimensions, nouveaux problèmes », *Idées économiques et sociales*, dossier *La participation Politique*, N° 173, 2013/3, pp. 4-7
- Kübler J., (2011), « Les révolutions arabes et le Web 2.0. Tunisie et Égypte », *Revue Averroès*, n° 4/5, « Spécial Printemps arabe ». <http://revueaverroes.com/category/numero-4-5-082011/les-revolutions-arabes-et-le-web-2-0-tunisie-et-egypte/>
- Mattelart T., Ferjani R., (2011), « Monde arabe : les révolutions 2.0 n'ont pas eu lieu », *Médias*, n° 30, Automne 2011
- Neveu E., (1999) « Médias, mouvements sociaux, espaces publics ». In : *Réseaux*, volume XVII n° 98. pp. 17-85. url : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reso_0751-7971_1999_num_17_98_2180.
- Proulx S. (2012), « La puissance d'agir des citoyens dans un monde fortement connecté », In Amsidder, A., Daghmi, F. et Toumi, F. (dir.). *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud. Des médias classiques aux TIC*, Agadir, Université Ibn Zohr, pp. 11-26.
- Toumi F., Amsidder A., Daghmi F., Toumi F., (2012), « Pratiques et usages des TIC et mobilisation sociale : Cas du Maroc », In « *La contribution des sciences de l'information et de la communication aux débats publics* », Actes du XVIII^e Congrès de la SFSIC, Rennes, 2012
- Zlitni S., Lienard F., (2012), « TIC en Tunisie. De nouvelles pratiques électroniques dans la 'société de l'information' ? », in Amsidder A., Daghmi F., Toumi F. (dir.), *Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud : Des médias classiques aux TIC*, Agadir, Université Ibn Zohr, pp. 195-203.

NOTES

1. Nous faisons références à nos travaux empiriques sur le terrain marocain avant et après les soulèvements (Daghmi, Toumi, 2010 ; Daghmi, Toumi, Amsidder, 2013, 2013, 2014 ; Daghmi, 2009) ainsi qu'aux études comparatives entre ce cas et les autres pays arabes menées par nos soins.
2. Nous pensons, entre autres, aux travaux et enquêtes de terrain de Zeineb Touati, Zouha Dahmen-Jarrin, Sami Zlitni, Fabien Liénard, Foued Laroussi, etc., pour le cas tunisien, Aissa Merah pour le cas algérien, Farid Toumi, Abderrahmane Amsidder, Fathallah Daghmi pour le cas marocain, François Huguet pour le cas égyptien. Il ne s'agit ici que d'une liste indicative reflétant le foisonnement des travaux scientifiques suite aux soulèvements arabes.
3. Avant la révolution du 14 janvier 2011, 42,5% des tunisiens s'intéressaient aux informations, cette proportion a augmenté à 91,4 % au mois d'avril 2011, elle s'est ensuite réduite à 77,1 % au mois d'août 2011. *Sondage d'opinion sur la situation politique en Tunisie*, Institut de Sondage et de Traitement de l'Information Statistique. <http://www.istis-tunisie.com/medias/Rapport-Sondage-situation-politique.pdf>.
4. Le SDS (Students for a Democratic Society) a vu le jour sur les campus étudiants aux États-Unis au début des années soixante. C'est une organisation étudiante de la gauche radicale qui avait pour objectif le changement radical de la société américaine et avec un intérêt particulier porté de la communauté noire du Nord des États-Unis.
5. La majorité des tunisiens n'appartenaient à aucune formation politique en 2011. Le pourcentage de ceux qui ne s'intéressaient pas à la politique dépassait les 75 % avant la révolution, quelques mois après la révolution cette proportion s'est limitée à 20 %, en septembre 2011 elle se situait à 45,2 %. « Sondage d'opinion sur la situation politique en Tunisie », Institut de Sondage et de Traitement de l'Information Statistique. <http://www.istis-tunisie.com/medias/Rapport-Sondage-situation-politique.pdf>.
6. Études citées plus haut.
7. Check Facebook. <http://www.checkfacebook.com>
8. Check Facebook. <http://www.checkfacebook.com>

RÉSUMÉS

Face à la fermeture politique des régimes arabes à l'expression citoyenne, les citoyens cherchent des alternatives de contournement à l'aide des Technologies de l'information et de la communication (TIC). L'objectif est de garantir des espaces participatifs ou délibératifs en dehors des circuits habituellement tolérés par les régimes en place. Cette contribution entend penser les nouvelles formes d'engagement citoyen ordinaire en présence sur les TIC et dresser un parallèle avec des pratiques citoyennes dans d'autres régions du monde.

Faced with the closure policy of the Arab regimes for citizen expression, citizens seek alternatives to bypass using Information and Communication Technologies (ICT). The objective is to ensure participatory and deliberative spaces outside of the circuits which are usually tolerated by the regimes. This contribution lets us think of new forms of civic engagement in presence of ICT and allows us to draw a parallel with civic practices in other parts of the world.

INDEX

Mots-clés : TIC, Monde arabe, soulèvements, engagement sociopolitique, médias, mobilisation citoyenne

Keywords : ICT, Arab world, uprisings, socio-political engagement, media, civic engagement

AUTEUR

FATHALLAH DAGHMI

Fathallah Daghmi est Maître de Conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Poitiers. Membre du laboratoire Migrinter (CNRS- UMR 7301), ses recherches portent sur le fonctionnement médiatique saisi à travers l'analyse du discours des médias. Il étudie la rencontre entre constructions identitaires, représentations idéologiques et fonctionnement médiatique d'une part et usages et pratiques des publics des médias d'autre part.